

## COMPÉTITIVITÉ DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE : LES ENSEIGNEMENTS D'UNE COMPARAISON EUROPÉENNE

*Depuis 1997, la croissance plus forte de l'économie française est aussi plus riche en emplois. Une telle évolution, synonyme d'une décélération des gains de productivité, pourrait être préoccupante si elle affectait la compétitivité. Cependant, dans le secteur manufacturier, particulièrement exposé à la concurrence internationale, les gains de productivité apparaissent réguliers depuis les années soixante-dix ; les comparaisons effectuées par rapport à l'Allemagne, au Royaume-Uni et à l'Espagne indiquent la particularité française à cet égard. La politique macroéconomique adoptée à partir de 1983 a imposé aux firmes françaises une maîtrise des prix et des coûts, obtenue par la modération salariale et par les gains de productivité. Les comparaisons, qui reposent sur une évaluation de la production dans un même système de prix, montrent que, à la fin des années quatre-vingt-dix, la France dispose, vis-à-vis de l'Allemagne et du Royaume-Uni, de prix et de coûts moins élevés, en même temps que d'un meilleur niveau de productivité.*

De 1991 à 1996, la croissance française a été particulièrement faible, inférieure, en moyenne, à la croissance de l'Union européenne. A partir de 1997, la confiance rétablie dans le processus d'unification monétaire permet à la France de bénéficier d'une politique monétaire plus accommodante. Les politiques budgétaire et d'emploi deviennent plus dynamiques. La croissance du PIB s'accélère et, en dépit d'une croissance démographique relativement élevée, la croissance du revenu par tête parvient à légèrement dépasser la moyenne européenne<sup>1</sup>.

La croissance plus forte est aussi plus riche en emplois (graphique 1). Alors que la progression de la productivité apparente du travail avait, depuis les années soixante-dix, décéléré parallèlement au ralentissement de la croissance, le redémarrage qui s'observe sur les années 1998 à 2001 ne se traduit pas par une accélération des gains de productivité ; c'est à un fort rebond de l'emploi que l'on assiste. La modération salariale, les mesures d'allègement de charges sur les bas salaires ainsi que la baisse de la durée du travail sont les principaux facteurs avancés pour expliquer ce phénomène. Ces caractéristiques, en particulier la modération salariale favorisée par l'importance de la main-d'œuvre disponible<sup>2</sup>, sont celles qui ont permis aux Pays-Bas de réduire leur taux de chômage de manière spectaculaire<sup>3</sup>. La France dispose

aussi, comme les Pays-Bas, d'un niveau de productivité parmi les plus élevés au monde (la productivité française serait très proche de celle des Etats-Unis selon M. O'Mahony et de W. Boer<sup>4</sup>) ; dans les deux pays, ceci a rendu soutenable une décélération des gains de productivité du travail, synonyme de croissance plus riche en emplois.

Mais une telle orientation en faveur de l'emploi peut se traduire par une perte de compétitivité si les gains de productivité deviennent insuffisants pour contenir la hausse, même modérée, des rémunérations. Ce risque concerne particulièrement le secteur manufacturier<sup>5</sup> ; du fait de son exposition à la concurrence internationale, ce secteur est sensible à toute modification de ses niveaux relatifs de productivité et de coûts. Cependant, contrairement à ce qui s'observe dans l'ensemble de l'économie, le rythme de croissance de la productivité manufacturière apparaît régulier en France (proche de 4%) : dans ce secteur, c'est l'emploi qui s'est ajusté aux variations de l'activité (graphique 1). C'est une caractéristique que l'on ne retrouve pas dans tous les pays européens et qui explique, pour une part, la position relative du secteur manufacturier français. Différents travaux de comparaison des niveaux de productivité manufacturière permettent de situer les performances de l'industrie française par rapport à

1. Le débat récent autour de la place de la France dans le classement européen a quelque peu brouillé le diagnostic sur la situation de l'économie française. Sur ce point, voir G. Gaulier, "Les vraies places de la France", Les Echos, 01/02/02, disponible à <http://www.cepii.fr/francgraph/publications/divers/gaulierppa.pdf>, et, pour une discussion critique approfondie, voir F. Magnien, J.-L. Tavernier et D. Thesmar, "Les statistiques internationales de PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat : une analyse des résultats", *Document de travail de l'INSEE*, 2002/01, ainsi que E. Heyer et M. Plane, "La position de la France a-t-elle réellement reculé en Europe ?", *Lettre de l'Insee*, n° 217, mars 2002.

2. Le taux de chômage français reste élevé et le taux d'activité est faible.

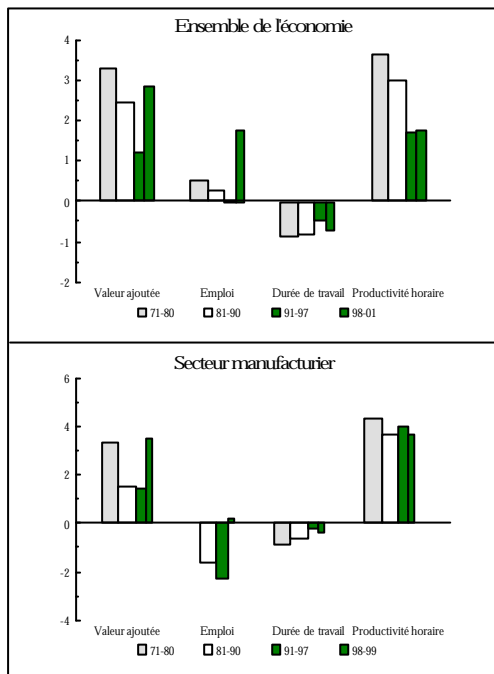
3. Cf. S. Jean, "Emploi : les enseignements de l'expérience néerlandaise", *La Lettre du CEPII*, février 2000.

4. M. O'Mahony et W. de Boer, "Britain's Relative Productivity Performance: Has Anything Changed?", *National Institute Economic Review*, n° 179, janvier 2002.

5. Ce secteur représente environ 16% de l'emploi total français, mais 72% des échanges de biens et services.

l'Allemagne, au Royaume-Uni et à l'Espagne ; ils apportent un éclairage sur la façon dont cette industrie s'est adaptée depuis le milieu des années quatre-vingt, aux contraintes macroéconomiques et à la pression concurrentielle<sup>6</sup>.

Graphique 1 - France, décomposition de la croissance de la valeur ajoutée - Taux de croissance annuels moyens, en %



Sources : OCDE, DARES, Bases de niveaux de production et de productivité du CEPII, calculs des auteurs.

2

## Niveaux de prix

Les comparaisons internationales, notamment lorsqu'il s'agit de prix et de coûts, s'attachent souvent aux **évolutions** des indicateurs. L'approche retenue par les travaux présentés ici permet une comparaison des **niveaux** de productivité, de prix et de coûts de l'industrie manufacturière de plusieurs pays. La première étape de ces travaux consiste à calculer, à partir de statistiques industrielles détaillées, des taux de change de parité de prix de production<sup>7</sup>. Ce calcul procède du même principe que celui des parités de pouvoir d'achat. Le rapport des prix, en monnaie nationale, d'un panier de produits manufacturés commun à deux pays fournit le taux de conversion monétaire qui assure la parité des prix de production manufacturière (taux de PPM). Ces taux de PPM permettent de convertir, dans la même monnaie et le même système de prix, la production manufacturière des différents pays. Dès lors, les niveaux de productivité horaire du travail calculés à partir de ces évaluations de la production sont comparables d'un pays à l'autre : ils ne sont pas affectés par les niveaux du taux de change ni par les différences de prix relatifs. Ces mesures de la productivité sont utilisées pour

fournir une évaluation des coûts salariaux unitaires qui prend en compte le niveau "réel" de production qu'un même coût horaire (rémunérations horaires<sup>8</sup> des employés exprimées au taux de change nominal) permet d'obtenir dans les différents pays. Enfin, les taux de PPM (autrement dit, les ratios de prix en monnaie nationale), une fois exprimés en monnaie commune au taux de change nominal, fournissent les **niveaux** de taux de change réel, c'est-à-dire le niveau des prix d'un pays par rapport à l'autre.

Les résultats obtenus indiquent notamment que, à la fin des années quatre-vingt-dix, l'industrie manufacturière française dispose, vis-à-vis des deux pays, Allemagne et Royaume-Uni, dont les niveaux de revenu par tête sont proches du niveau français, d'un avantage de prix et de coût unitaire en même temps que d'un niveau plus élevé de productivité (tableau 1). La politique macroéconomique adoptée à partir de 1983 a imposé aux firmes françaises une maîtrise stricte des prix et des coûts, obtenue à la fois par la modération salariale et par les gains de productivité.

Tableau 1 - Niveaux relatifs dans le secteur manufacturier, 1999 (France = 100)

	Prix	Coût salarial unitaire	Productivité par tête	Productivité horaire
Allemagne	106	121	97	98
Royaume-Uni	105	110	91	80
Espagne	76	78	86	77

Notes : Les niveaux de prix relatifs sont ceux de la valeur ajoutée. Ils sont calculés par le ratio "taux de PPM/taux de change nominal". Les niveaux de productivité sont estimés en PPM. Le coût salarial unitaire est calculé par le ratio "rémunérations horaires au taux de change nominal/productivité au taux de PPM".

Sources : Bases de niveaux de production et de productivité du CEPII et M. O'Mahony, calculs des auteurs.

La stratégie de désinflation compétitive a conduit à un ralentissement sensible des hausses de prix dans le secteur manufacturier. Alors qu'ils augmentaient de 8% par an entre 1980 et 1984, les prix français de la valeur ajoutée n'augmentaient plus que de 2% l'an à la fin des années quatre-vingt. La stabilité des prix manufacturiers français s'est maintenue dans les années quatre-vingt-dix alors que les prix allemands enregistraient les pressions à la hausse qui ont suivi la réunification. En 1999, les prix allemands se situent 6% au-dessus des prix français (graphique 2). Par rapport aux deux autres pays, les niveaux relatifs de prix ont été, au-delà des écarts observés dans les rythmes nationaux d'inflation (écarts représentés par la courbe des taux de PPM), largement affectés par les mouvements de change. La sortie de la peseta des bandes de fluctuation du SME et celle de la livre des mécanismes de change européens à l'automne 1992 ont fait chuter les niveaux des prix britanniques et espagnols par rapport aux prix français (jusqu'à, respectivement, 78% et 73% du niveau français en 1995). Mais, à partir de 1996,

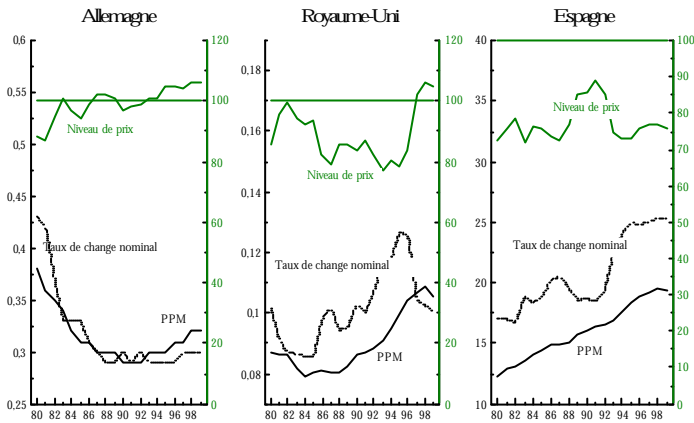
6. Cf. L. Nayman et D. Ünal-Kesenci, "The French-German Productivity Comparison Revisited", *Document de travail du CEPII*, n° 2001-14 ; A. Chevallier et D. Ünal-Kesenci, "La productivité des industries méditerranéennes", *Document de travail du CEPII*, n° 2001-16 (www.cepii.fr). Les données relatives au Royaume-Uni proviennent de M. O'Mahony (NISEC02 data set, www.niesr.ac.uk).

7. Les taux de conversion utilisés dans ces travaux sont calculés selon la méthode *Industry of Origin* du projet ICOP (International Comparisons of Output and Productivity) auquel participe le CEPII. Ils sont calculés pour l'année 1997. Les séries temporelles sont établies à partir de ces niveaux 1997 en utilisant les indices de prix de la valeur ajoutée des comptabilités nationales.

8. Y compris l'ensemble des charges patronales et salariales.

l'appréciation de la livre se conjugue au différentiel d'inflation pour faire repasser les prix britanniques au-dessus des prix français (105% en 1999). Quant à l'écart entre prix français et espagnols, il se réduit progressivement une fois les taux de change stabilisés, compte tenu de l'inflation espagnole tendanciellement plus forte du fait du rattrapage économique de ce pays.

Graphique 2 - Taux de change nominal, taux de PPM et niveaux de prix



**Notes :** Les taux de change nominaux et de parité de production manufacturière (PPM) du mark, de la livre sterling et de la peseta (rattachés à l'échelle de gauche) sont exprimés à l'incertain par rapport au franc (x DM, x £ ou x PST=1 FF). Ainsi, une évolution croissante des courbes correspond à une appréciation du franc par rapport à ces monnaies. Le niveau des prix manufacturiers des pays par rapport au niveau français (rattaché à l'échelle de droite, France=100) est obtenu en divisant le taux de PPM par le taux de change nominal.

**Sources :** Bases de niveaux de production et de productivité du CEPH, M. O'Mahony, OCDE, calculs des auteurs.

## Productivité, emploi et coûts

Les restructurations ou les chocs (réunification allemande) qui ont affecté les industries manufacturières des quatre pays observés se sont traduits par d'importantes réductions d'emplois. Elles laissent ces industries dans des situations nettement différenciées à la fin des années quatre-vingt-dix. Seules la France et l'Espagne enregistrent alors une croissance manufacturière vigoureuse. Dans aucun des trois autres pays, on n'a observé, comme en France, une hausse régulière de la productivité manufacturière, ni l'écart mentionné plus haut entre les progrès de productivité de l'industrie manufacturière et ceux de l'ensemble de l'économie. Or, cet écart a favorisé la baisse des coûts salariaux unitaires du secteur manufacturier français dans la mesure où les rémunérations de ce secteur ont augmenté, en termes réels, à un rythme proche de celui de la productivité de l'ensemble de l'économie.

A la fin des années quatre-vingt, la productivité manufacturière allemande était, en termes horaires, supérieure d'environ 25% à la productivité française. Cet écart s'est trouvé brutalement réduit en 1991, la réunification faisant baisser le niveau moyen de productivité allemand. Après la réunification, l'industrie allemande ne parvient pas à retrouver le chemin de la croissance (tableau 2). Les salaires nominaux progressent comme en France, mais les gains de productivité sont sensiblement moins élevés : alors que les coûts salariaux unitaires diminuent en France, ils augmentent en Allemagne jusqu'à se situer, en 1999, plus de 20% au-

dessus des coûts français (ils étaient au même niveau en 1991) (graphique 3). La perte de compétitivité des produits allemands fait reculer de 3 points la part de l'Allemagne dans les exportations européennes entre 1991 et 2000 (25% en 1999). Le manque de dynamisme du secteur pèse sur la croissance de l'ensemble de l'économie.

Tableau 2 - Croissance, productivité et rémunération manufacturières, 1991-1999 - Taux de croissance annuels moyens

en %	France		Allemagne*		Royaume-Uni		Espagne	
	91-99	98-99	92-99	98-99	91-99	98-99	91-99	98-99
Valeur ajoutée	1,8	3,5	-0,6	0,9	0,6	0,5	2,3	4,4
Emploi	-1,8	0,2	-3,2	0,0	-1,7	-1,5	0,5	4,4
Durée moyenne du travail	-0,2	-0,4	0,9	0,2	-0,1	-0,3	0,1	-0,1
Productivité horaire	3,9	3,7	1,8	0,7	2,4	2,2	1,7	0,0
Rémunération horaire	3,0	2,2	3,2	1,4	4,6	4,4	4,9	2,7

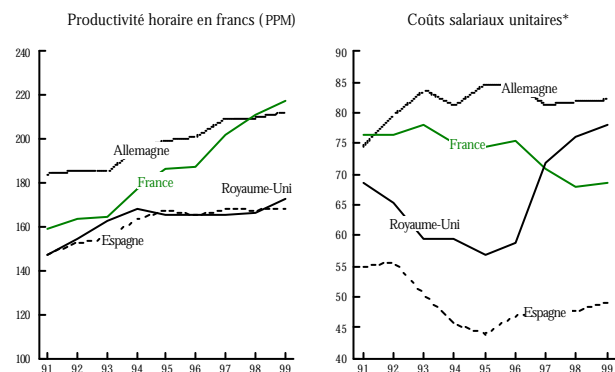
**Notes :** Les agrégats figurant dans ce tableau sont considérés en monnaie nationale. La rémunération horaire est nominale.

\* Pour l'Allemagne, la période retenue est 1992-1999. La hausse de la durée moyenne du travail correspond à l'alignement de la durée Est-allemande sur celle de l'Ouest.

**Sources :** Bases de niveaux de production et de productivité du CEPH, M. O'Mahony, OCDE, calculs des auteurs.

Au début des années quatre-vingt, la productivité relativement faible de l'industrie britannique la situait à 80% du niveau français, en termes horaires. Les restructurations, qui se sont traduites par un très fort recul de l'emploi, ont fait augmenter le niveau de productivité ; celui-ci rejoint, en 1993, le niveau français. Les dévaluations de 1992 et 1994 améliorent la compétitivité-prix des produits britanniques. Mais, l'industrie manufacturière britannique reste atone, très en retrait de la croissance globale. La productivité ne progresse plus ; l'écart avec la France se creuse à nouveau (80% du niveau français en 1999). A partir de 1996, la réappréciation de la livre fait grimper le niveau relatif des coûts unitaires. Les secteurs manufacturiers britannique et français, qui ont un poids comparable dans la valeur ajoutée et dans l'emploi nationaux (environ 18% de la valeur ajoutée et 16% de l'emploi), paraissent engagés dans des dynamiques très différentes. Alors que la spécialisation de l'économie britannique dans les services est de plus en plus marquée (Londres s'affirme comme pôle financier international), l'industrie manufacturière française reste un moteur de la

Graphique 3 - Niveaux de productivité et coûts salariaux unitaires Secteur manufacturier, 1991-1999



\* Les coûts salariaux unitaires correspondent au ratio "rémunération horaire nominale/productivité horaire réelle". Les rémunérations sont converties au taux de change nominal tandis que les productivités le sont aux PPM.

**Sources :** Bases de niveaux de production et de productivité du CEPH, M. O'Mahony, OCDE, calculs des auteurs.

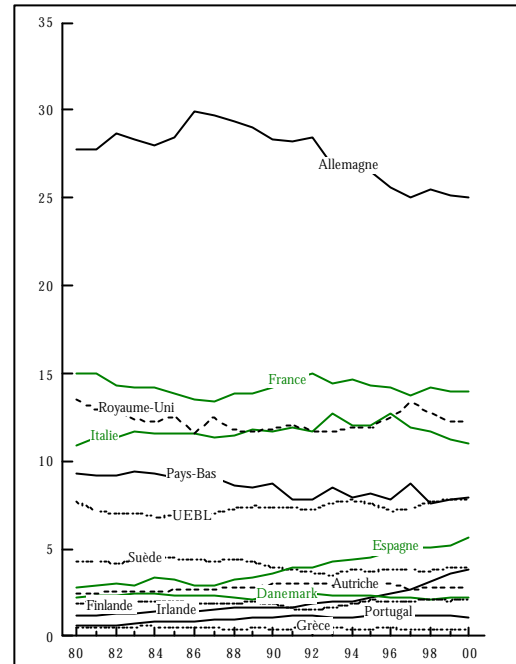
croissance dont la compétitivité constitue, à ce titre, un enjeu particulièrement sensible.

La comparaison avec l'Espagne permet de souligner à nouveau la particularité française. En dépit du dynamisme de la production manufacturière qui caractérise les dernières années quatre-vingt-dix (4,4% en moyenne sur les années 1998 et 1999), on assiste dans ce pays, après 1995, à un arrêt brutal des gains de productivité : la progression de l'emploi accompagne celle de la production (graphique 3). L'emploi progresse autant dans le secteur manufacturier que dans l'ensemble de l'économie, en réponse aux réformes importantes du marché du travail mises en place en 1997. Contrairement à ce qui se passe en France, l'enrichissement de la croissance en emplois est aussi sensible dans le secteur manufacturier espagnol que dans le reste de l'économie. L'écart se creuse alors entre les niveaux de productivité français et espagnol.

Au sortir de la désinflation compétitive des années quatre-vingt, le secteur manufacturier français n'a pas relâché ses efforts de maîtrise des coûts par l'accroissement de sa productivité<sup>9</sup>. Après avoir regagné des parts dans la compétition européenne à partir de 1988, la France a en effet subi la pression concurrentielle de ses partenaires européens sortis du SME. Elle est parvenue à redresser sa part de marché à partir de 1998, tandis que des pays comme le Royaume-Uni ou l'Italie perdaient le bénéfice qu'ils avaient tiré de la dévaluation (graphique 4).

En dépit de la modération salariale, l'industrie française est ainsi demeurée longtemps dans la logique de substitution du capital au travail<sup>10</sup>. Ce n'est qu'en 1998-99 et, davantage encore, en 2000, selon les derniers chiffres de l'INSEE, que la croissance forte du secteur a donné lieu à des créations d'emplois<sup>11</sup>. Sur ces dernières années, une pression à la hausse des coûts salariaux unitaires s'est exercée, notamment du fait du passage aux 35 heures<sup>12</sup>. A l'avenir, il est probable que la pression à la hausse des coûts unitaires se poursuive. Une fois

Graphique 4 - Part dans les exportations manufacturières de l'UE15 (en %)



Sources : CEPII-CHELEM, Eurostat-Comext, calculs des auteurs.

passé le ralentissement conjoncturel actuel, une nouvelle période de croissance pourrait en effet voir le compromis en faveur de l'emploi, caractéristique des années 1997-2001, s'inverser au profit des salaires. Le niveau actuel des coûts manufacturiers français laisse penser que cette évolution ne se heurterait pas trop rapidement à la contrainte de compétitivité au sein de la zone euro ; elle constituerait néanmoins une incitation à ne pas relâcher les efforts de productivité.

**Guillaume Gaulier, Juliette Milgram\***  
**Laurence Nayman & Deniz Unal-Kesenci**  
 d.unal.kesenci@cepii.fr

4

9. Parallèlement, l'industrie française a conforté sa compétitivité hors-prix comme l'attestent la part croissante des produits de haut de gamme dans ses exportations (L. Nayman et D. Unal-Kesenci, *op. cit.*) ainsi que l'amélioration sensible de l'image de marque de sa production (L. Ferrara, "L'image des biens de consommation sur le marché européen en 2000", Centre d'observation économique, *Document de travail* n° 54).

10. O. Blanchard ("Revisiting European Unemployment: Unemployment, Capital Accumulation and Factor Prices", *NBER Working Paper*, n° 6566, mai 1998) avance comme explications possibles à la poursuite de cette substitution deux caractéristiques de la demande de travail dans les pays d'Europe continentale : un pouvoir de négociation devenu très favorable aux employeurs, la préférence pour des technologies intensives en capital.

11. En 2000, la croissance de la production reste très forte et l'emploi augmente à un rythme supérieur à 2%, inconnu depuis le début des années soixante-dix ; T. Méot, "L'industrie en 2000 - Les industries traditionnelles ont encore du tonus", INSEE PREMIÈRE, n° 781, mai 2001.

12. Cette baisse de la durée du travail, même si elle a été accompagnée d'une réduction des charges sur les salaires, s'est traduite par une hausse des rémunérations horaires, compensée seulement en partie par celle de la productivité horaire.

\* TEAM et Université de Grenade (Espagne).

## LA LETTRE DU CEPII

© CEPII, PARIS, 2002  
 REDACTION  
 Centre d'études prospectives  
 et d'informations internationales,  
 9, rue Georges-Pitard  
 75015 Paris.  
 Tél. : 33 (0)1 53 68 55 14  
 Fax : 33 (0)1 53 68 55 03

DIRECTEUR DE LA  
 PUBLICATION :  
 Lionel Fontagné  
 REDACTION EN CHEF :  
 Agnès Chevallier  
 Jean-Louis Guérin  
 Bronka Rzepkowski  
 CONCEPTION GRAPHIQUE :  
 Pierre Dusser  
 REALISATION :  
 Laure Boivin  
 DIFFUSION :  
 La Documentation française.

ABONNEMENT (11 numéros)  
 France 46 €TTC  
 Europe 47,50 €TTC  
 DOM-TOM (HT, avion éco.)  
 47 €HT  
 Autres pays (HT, avion éco.)  
 47,50 €HT  
 Supl. avion rapide 0,80 €

Adresser votre commande à :  
**La Documentation française**,  
 124, rue Henri Barbusse  
 93308 Aubervilliers Cedex  
 Tél. : 01 48 39 56 00.

Le CEPII est sur le WEB  
 son adresse : [www.cepii.fr](http://www.cepii.fr)

ISSN 0243-1947  
 CCP n° 1462 AD

1<sup>er</sup> trimestre 2002  
 Mars 2002  
 Imp. ROBERT-PARIS  
 Imprimé en France.

*Cette lettre est publiée sous la  
 responsabilité de la direction du  
 CEPII. Les opinions qui y sont  
 exprimées sont celles des auteurs.*